

histoire
politique
société

le débat

États-Unis

Célia Belin et Paul Zajac, Roman Bornstein, Maya Kandel, Adam Tooze

Chine

Daniel Arlaud, Emmanuel Dubois de Prisque, Dominique de Rambures

Georges Le Guelte : Pourquoi moderniser les arsenaux nucléaires ?

Europe

Yves Bertoncini et Thierry Chopin, Pascal Bruckner, Emmanuel Droit

Bernard Bonnelle : Juger le droit d'asile

Du « post-colonial » au « décolonial »

Catherine Coquery-Vidrovitch, François Jacquesson, Sylvie Taussig

numéro 208 JANVIER-FÉVRIER 2020

Gallimard

ÉTATS-UNIS

- 4 *Adam Tooze* : La fin du siècle américain ?
16 *Célia Belin, Paul Zajac* : La nouvelle gauche américaine.
30 *Maya Kandel* : Le conservatisme national américain. La nouvelle droite américaine et le monde.
42 *Roman Bornstein* : Ingérence numérique, mode d'emploi.

CHINE

- 57 *Emmanuel Dubois de Prisque* : L'indistinction du politique et du religieux en Chine. Un problème contemporain.
70 *Daniel Arlaud* : Faut-il avoir peur des nouvelles routes de la soie ?
85 *Dominique de Rambures* : Le pivot chinois de Vladimir Poutine.

-
- 95 *Georges Le Guelte* : Pourquoi moderniser les arsenaux nucléaires ?

EUROPE

- 101 *Pascal Bruckner* : L'Europe mourra de ses vertus.
114 *Yves Bertoncini, Thierry Chopin* : Macron l'Européen : de l'Hymne à la joie à l'embarras des choix.
130 *Emmanuel Droit* : L'irrésistible ascension de l'AfD. La fin de la « démocratie heureuse » en Allemagne ?

-
- 138 *Bernard Bonnelle* : Juger le droit d'asile.

DU « POST-COLONIAL » AU « DÉCOLONIAL »

- 151 *Sylvie Taussig* : Descartes dans la pensée décoloniale. Une histoire alternative de la philosophie ?
166 *François Jacquesson* : L'Europe d'Edward Saïd et la passion « communautaire ».
178 *Catherine Coquery-Vidrovitch* : Cheikh Anta Diop et l'histoire africaine.
-

La collection complète du *Débat*
est accessible en ligne sur le site :

www.le-debat.gallimard.fr

L'ensemble des articles est indexé par titres, par thèmes et par auteurs. Les articles peuvent faire l'objet d'une recherche plein texte. Ils peuvent être achetés à l'unité. Les abonnements peuvent être souscrits en ligne (gallimard.fr/revues).

Rédaction : Marcel Gauchet

Conseillers : Krzysztof Pomian, Jérôme Batout

Réalisation, Secrétariat : Marie-Christine Régnier

Éditions Gallimard : 5, rue Gaston-Gallimard, 75328 Paris Cedex 07. Téléphone : 01 49 54 42 00

La revue n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont adressés.
Les manuscrits non publiés ne sont pas rendus.

États-Unis

Après l'élection-surprise de Donald Trump en 2016 et ses suites spectaculaires, la nouvelle échéance présidentielle qui se profile pour l'automne 2020 prend un relief sortant de l'ordinaire. C'est le moment de faire le point sur l'état des forces en présence.

Où en sont les Démocrates, tiraillés entre leurs traditions, leurs caciques et les forces qui entendent leur apporter un sang neuf? Célia Belin et Paul Zajac dressent le portrait de cette nouvelle gauche en rupture avec la modération centriste qui constituait la ligne habituelle du parti.

L'élection de Trump n'a-t-elle été qu'un accident, le fruit d'un concours de circonstances? Probablement pas, soutient Maya Kandel. Cette victoire inattendue a aussi exprimé un changement de la droite américaine qui survivra à Trump, quoi qu'il arrive. Elle en dégage les contours.

À l'arrière-plan de ces évolutions politiques, il y a le recul de l'hégémonie mondiale qu'exerçaient les États-Unis avec les réactions qu'il provoque. Jusqu'où va ce recul? Faut-il en conclure à la fin du siècle américain? Adam Tooze soupèse les données du dossier et souligne les limites de la thèse.

Nous joignons au dossier une étude de Romain Bornstein sur l'ingérence russe lors de l'élection de 2016. Elle offre un tableau instructif des modes d'action inédits qu'apportent les moyens numériques.

Adam Tooze

La fin du siècle américain ?

Le 13 octobre 1806, un jeune philosophe allemand, Georg Wilhelm Friedrich Hegel, rencontra l'histoire universelle. En route vers l'anéantissement des forces prussiennes, vingt-quatre heures plus tard, Napoléon et son armée traversaient la ville universitaire de Iéna, dans l'est de l'Allemagne. Hegel ne pouvait dissimuler sa terreur de voir se perdre dans le chaos qui s'ensuivrait le manuscrit dernièrement achevé de la *Phénoménologie de l'Esprit*, envoyé par courrier. Mais il ne pouvait non plus résister à l'intensité dramatique de l'instant. Ainsi qu'il l'écrivit à son ami Friedrich Niethammer : « J'ai vu l'Empereur – cette âme du monde (*Weltseele*) – sortir de la ville pour aller en reconnaissance ; c'est effectivement une sensation merveilleuse de voir un pareil individu qui, concentré ici sur un point, assis sur un cheval, s'étend sur le monde et le domine¹. »

Deux siècles plus tard, dans des circonstances plus calmes, prenant la parole devant l'American Historical Association, l'historien de

Berkeley, Daniel J. Sargent évoqua à son tour « l'esprit du monde ». Cette fois, cependant, il se manifestait en la personne de Donald Trump et ne montait pas un cheval, mais circulait en voiturette de golf. À en croire Sargent, Trump peut être comparé à Napoléon parce que tous deux sont des destructeurs de l'ordre international. Dans le sillage de la Révolution française, Napoléon démolit ce qu'il restait de l'ordre légitime en Europe. Trump, à son tour, a apparemment mis fin à l'ordre mondial américain ou, comme Sargent préfère l'appeler, la « *Pax Americana* ».

La suggestion de Sargent est extraordinaire, même si les comparaisons historiques forcées sont devenues désormais des lieux communs. Au début de 2017, j'étais de ceux qui pensaient voir la fin du siècle américain. Même alors, cependant, aux premiers jours de l'administration Trump, il paraissait crucial d'établir une

1. Hegel, *Correspondance I*, trad. J. Carrère, Gallimard, « Tel », 1990, pp. 114-115.

Adam Tooze est professeur d'histoire à l'université Columbia. Il est notamment l'auteur de *Le Déluge, 1916-1931 : un nouvel ordre mondial*, et il vient de publier *Crashed. Comment une décennie de crise financière a changé le monde* (Les Belles Lettres, 2015 et 2018). Dans *Le Débat* : « Le siècle américain, 1917-2017 » (n° 196, septembre-octobre 2017).

Le présent article a initialement paru dans la *London Review of Books* du 4 avril 2019.

distinction entre la puissance américaine et l'autorité politique américaine. Deux ans après, cette distinction semble plus importante que jamais.

L'idée que Trump sabote l'ordre mondial américain repose sur trois affirmations. Premièrement, il est de toute évidence inapte à de hautes fonctions. Qu'un homme pareil puisse être élu président des États-Unis est le signe d'une dégénérescence profonde de la culture politique américaine et porte irrémédiablement atteinte à la crédibilité du pays. Deuxièmement, sa poursuite capricieuse et vulgaire du « *America first* » a affaibli les alliances américaines et amorcé une rupture avec la mondialisation fondée sur le libre-échange. Enfin, il a déclenché cette crise au moment même où la Chine lance un défi sans précédent à la mondialisation conduite par l'Occident. Chacune de ces allégations est difficilement contestable, mais équivalent-elles réellement à un changement historiquement significatif des fondements de la puissance mondiale américaine ?

Que Trump ait massivement attenté à la dignité de la présidence américaine est indéniable. Même en tenant compte des défaillances personnelles et politiques de ses prédécesseurs, il touche le fond. Ce qui ne devrait pas moins nous alarmer, c'est qu'il ait été si peu ouvertement critiqué dans les rangs prétendument respectables des dirigeants républicains. De même, bien que sceptiques envers Trump, les grands chefs d'entreprise américains ont profité des réductions d'impôts de son administration et assidûment suivi son démantèlement de l'appareil de réglementation environnementale et financier. Il a été applaudi par la section des médias américains qui s'adresse à la droite. Et une forte minorité du corps électoral continue de le soutenir sans réserve. Ce qui est inquiétant,

ce n'est donc pas simplement Trump lui-même, mais les forces qui, en Amérique, le permettent.

Bien entendu, Trump n'est pas le premier Président républicain à susciter un mélange d'indignation, d'horreur et de dérision, à l'intérieur comme à l'étranger. Ronald Reagan et George W. Bush ont tous deux été accusés, en leur temps, de mettre en danger la légitimité de l'ordre mondial américain. Le conservatisme culturel et le nationalisme déclaré de la droite américaine se heurtent de front à l'opinion mondiale bien-pensante. Ce choc culturel trouve ses racines historiques dans les conflits intérieurs de l'Amérique autour des droits civiques, des combats de libération des femmes et des gays ainsi que dans le mouvement mondial de contestation contre la guerre brutale de l'Amérique au Vietnam. Depuis l'époque de Nixon et la « stratégie sudiste », les Républicains se sont progressivement implantés, consolidant leur emprise sur l'électorat blanc du Sud et du Midwest. Dans les années 1980, le Parti républicain était une coalition précaire entre une élite attachée à l'économie de marché, *pro-business*, et une base xénophobe issue de la classe ouvrière et des classes moyennes inférieures. Cet arrangement a toujours été fragile et s'est maintenu à la faveur d'un nationalisme effréné et d'une méfiance envers le *big government*, l'État fort. S'il a pu gouverner, c'est en grande partie grâce aux centristes du Parti démocrate disposés à contribuer à faire le gros du travail. L'accord de libre-échange nord-américain, ou ALENA, entre les États-Unis, le Mexique et le Canada a été lancé par George H. W. Bush, mais c'est Bill Clinton qui l'a promu en 1993 face à l'opposition du mouvement syndical américain. C'est Clinton qui a redressé le vaisseau budgétaire après les déficits excessifs de l'ère Reagan, pour voir ensuite le déficit se

creuser de nouveau avec les guerres et les réductions d'impôts de l'administration George W. Bush.

Dans le même temps, la base du Parti républicain a commencé à se radicaliser. Dans les années 1990, Newt Gingrich et Karl Rove donnant le ton, les lignes de front se sont durcies. La guerre en Irak tournant mal, et les Démocrates prenant le contrôle du Congrès en 2006, la droite devint plus que jamais dominante au sein du Parti républicain. En 2008, en pleine crise financière, les Républicains du Congrès laissèrent tomber l'administration Bush. Pour combattre la crise, Hank Paulson, le secrétaire au Trésor de Bush, et Ben Bernanke, à la Fed, s'appuyèrent sur le soutien des Démocrates au Congrès. L'élite qui dirigeait le Parti républicain s'effondra. Aux élections de 2008, John McCain choisit Sarah Palin comme candidate à la vice-présidence : dénuée de toute qualification, elle était immensément populaire auprès de la base républicaine, qui se délecta du scandale suscité parmi les libéraux. La victoire de Barack Obama ne fit qu'exacerber l'embarquée à droite. Les Républicains du Congrès s'opposèrent à lui vent debout et comblèrent la droite populiste en contestant ouvertement la légitimité du Président. La défaite du centriste Mitt Romney en 2012 provoqua un nouveau glissement décisif à droite, ouvrant la porte à Trump. En 2016, aucune grande société n'était disposée à parrainer la convention qui désigna Trump comme le candidat républicain à la présidentielle : leurs conseillers en image de marque craignaient aussi de voir s'agiter des drapeaux confédérés dans la salle de la convention. Sa voix est celle de la base de droite, alimentée par le financement d'un petit groupe d'oligarques idéologues libéré des entraves de l'élite économique mondialiste.

Trump ne fait que dire tout haut ce que

beaucoup à droite pensent depuis longtemps en privé, pourrait avancer un cynique. Il est clairement raciste, mais l'incarcération massive des Noirs est une politique bipartisane depuis les années 1970. Ses remarques incendiaires sur l'immigration sont consternantes, mais les centristes libéraux sont loin de prôner une politique de frontières ouvertes. La question – et c'est une vraie question – est de savoir si sa rhétorique désinhibée annonce un désastreux glissement des hypocrisies et compromis du *statu quo* précédant vers quelque chose de plus sinistre encore. La crainte est qu'il ne déclenche une réaction illibérale en chaîne à l'intérieur comme à l'étranger.

Au G 20, au G 7 et dans les sommets de l'OTAN, l'atmosphère est tendue. La rumeur suivant laquelle les États-Unis envisagent de faire payer « le coût augmenté de 50 % » aux pays accueillant les bases militaires qu'ils ont implantées à travers le monde est la toute dernière illustration d'une attitude qui semble parfois réduire la puissance américaine à une forme de racket de protection. Malgré l'indignation que cela suscite, ce qui compte c'est l'effet du style politique disruptif de Trump sur le rapport de force mondial et la question de savoir s'il est le signe d'une rupture historique de l'ordre mondial américain. Que les États-Unis rudoient les membres européens de l'OTAN, refusent de coopérer avec l'OMC ou cherchent l'affrontement à propos des importations d'automobiles change quoi, concrètement ?

Il ne s'agit pas simplement d'un sujet de discussion. Tel est le défi même que lance l'administration Trump dans ses rencontres avec ses alliés et partenaires. Les alliances de l'Amérique – les institutions internationales – important-elles vraiment ? L'Administration teste même l'idée que les liens technologiques et

économiques transnationaux doivent être considérés comme des données. Ne vaudrait-il pas mieux que les États-Unis procèdent purement et simplement à un « découplage » ? Quand les détracteurs de Trump plaident que les États-Unis devraient consolider leurs alliances à l'étranger alors que la Chine monte en puissance, les trumpistes soutiennent l'inverse. Selon eux, c'est précisément pour défier la Chine que les États-Unis doivent secouer l'Alliance atlantique et en redéfinir les termes pour qu'elle serve plus clairement les intérêts américains. Nous n'assistons pas simplement à un processus de démantèlement et de destruction, mais à une stratégie délibérée de tests de résistance : une stratégie que Trump personifie mais qui va bien au-delà de lui.

En octobre 2018, le *USS Harry S. Truman*, porte-avions géant de classe Nimitz, s'est soudainement retiré de Méditerranée orientale où ses avions bombardaient les positions de l'État islamique en Syrie. Il s'est dirigé vers l'Atlantique puis, subitement et sans prévenir, au nord. Les porte-avions ne font pas cela : leurs itinéraires sont planifiés des années à l'avance. Il s'agissait d'autre chose. Le *Truman* et son escorte se dirigèrent à toute vapeur vers l'Arctique : ce fut le premier groupe de porte-avions à s'y déployer depuis vingt-sept ans pour accompagner les manœuvres militaires de l'OTAN en Norvège. Le Pentagone se réjouit de la consternation suscitée. L'« emploi dynamique de la force », imprévisible, est un élément clé de sa nouvelle stratégie pour prendre à contre-pied les adversaires de l'Amérique.

Le *Harry S. Truman* est un bâtiment controversé. Le Pentagone voudrait le mettre à la casse pour se doter de navires plus modernes. Le Congrès freine. La Maison Blanche souhaite des groupes aéronavals plus nombreux et plus

puissants : la marine en voudrait douze. Les mastodontes de classe Nimitz commandés entre 1975 et 2009 doivent être remplacés par une nouvelle flotte de navires de classe Ford, encore plus gigantesques et complexes. Tous ont leurs priorités, mais tout le monde, à Washington, s'entend sur la nécessité d'une énorme augmentation des moyens militaires.



Fin 2018, la démission du général James Mattis de son poste de secrétaire à la Défense a provoqué une nouvelle vague de spéculations sur les politiciailleries au sein de l'administration Trump. Nous ferions mieux, cependant, de prêter davantage attention à Patrick Shanahan, son remplaçant par intérim, et l'ordre du jour qu'il poursuit. Selon un initié, Shanahan, qui a passé trente années chez Boeing, est un « produit vivant, actif, du complexe militaro-industriel ». Sous Mattis, au département de la Défense, il a été le maître d'œuvre d'une réorganisation centrée non pas sur la contre-insurrection, mais sur les conflits futurs entre grandes puissances. Son fonds de commerce, c'est la technologie avancée : hypersonique, énergie dirigée, espace, cyber, science quantique et combat autonome par l'IA. Et il est en charge du budget. Pour le budget de la défense de 2020, l'administration Trump a réclamé une somme vertigineuse de 750 milliards de dollars, soit plus que les sept autres pays réunis qui ont les dépenses militaires les plus élevées.

Les déclinistes feront valoir que les États-Unis n'ont plus le monopole de l'arsenal high-tech, mais cela apporte de l'eau au moulin des stratèges de l'ère Trump. Ils reconnaissent la menace que crée la compétition des grandes puissances. Leur plan consiste à entrer dans la

compétition et à gagner. En tout état de cause, la plupart des autres pays avec des dépenses militaires substantielles sont des alliés ou des protectorats américains, comme l'Arabie saoudite ou les membres européens de l'OTAN. Les seuls défis véritables viennent de la Russie et de la Chine. La Russie est gênante, et l'effondrement de la maîtrise des armements nucléaires soulève des questions importantes et coûteuses pour l'avenir. Mais le mantra de Shanahan est « Chine, Chine, Chine ».

Le « pivot » de la stratégie américaine face à la Chine a été engagé non par Trump, mais par Obama en 2011, sous la houlette de la secrétaire d'État Hillary Clinton. Dès cette époque, et malgré un *leadership* autrement plus délicat, cela n'a pas manqué de provoquer des grincements. Le problème est que le système d'alliances de Washington n'est pas conçu pour contenir la Chine. Depuis le début des années 1970, l'époque de Nixon et Kissinger, les États-Unis en avaient fait un partenaire pour maintenir le rapport de force avec l'Union soviétique. Si l'occasion s'en présentait, Trump voudrait essayer un Kissinger à l'envers et faire de la Russie une alliée contre la Chine. Or, le Congrès et la communauté de défense n'en veulent pas. Dans le cadre des alliances de la guerre froide, les États-Unis redoublent d'efforts pour presser la Corée du Sud et le Japon d'accroître leurs dépenses militaires. L'avantage supplémentaire est qu'ils devront acheter plus de matériel militaire américain. Si le régime vietnamien devait à son tour suivre la trajectoire de l'Amérique, Washington l'accueillerait certainement à bras ouverts.

Tout cela ne signifie aucunement que la version trumpienne du pivot soit cohérente. Si l'objectif est l'endiguement (*containment*) de la Chine, les partenaires asiatiques de l'Amérique doivent se demander pourquoi, quelques jours

après son entrée en fonction, le Président a abandonné l'Accord de partenariat économique transpacifique – un ensemble complexe de mesures qui était le fondement de la stratégie d'Obama pour endiguer la Chine. Pour Trump et les siens, cependant, cela relève de la confusion. On ne saurait construire la force américaine sur un déficit commercial gigantesque. Washington n'est plus disposé à payer la coopération militaire par des concessions économiques : il veut des contributions accrues et un commerce plus équilibré.

En Europe, l'administration Trump avance sur la même base. Si l'antipathie de Trump à l'égard de l'Union européenne et sa culture politique sont déconcertantes, le problème du partage du fardeau hante l'OTAN depuis sa naissance, et jusque dans les années 1980, tout au moins, les Européens apportaient une contribution significative. Jusqu'en 1989, la Bundeswehr allemande était une armée largement blindée et mécanisée de 500 000 hommes avec une capacité de mobilisation de 1,5 million. Sa loyauté envers la RFA ne faisait aucun doute, mais elle était incontestablement l'héritière du passé militaire de l'Allemagne. La rupture qui suivit la fin de la guerre froide fut spectaculaire, en Allemagne même comme à travers l'Europe : effondrement des dépenses, abolition de la conscription, amenuisement de la contribution européenne à la force effective de l'OTAN. Des désaccords profonds surgirent également entre l'Allemagne, la France et les États-Unis sur les priorités stratégiques, notamment sur l'Irak et la guerre contre la terreur. Toutefois, les différences touchant la perception de la menace n'excusent pas la déréliction qui caractérise le paysage européen en matière de sécurité. Si l'Europe se sent réellement aussi sûre qu'elle le prétend, elle devrait avoir le courage d'amputer

davantage encore ses dépenses. Or, elle continue d'entretenir des forces militaires qui, au total, la classent au deuxième ou au troisième rang des dépenses militaires dans le monde suivant la manière de calculer le budget chinois. Mais finançant les forces sous-dimensionnées et mal coordonnées de vingt-huit pays, ces 270 milliards de dollars ne suffisent pas à la doter de capacités militaires déployables adéquates. En dehors de son intérêt pour créer des emplois, la seule justification de cet immense gaspillage de ressources est de garder les Américains à bord.

Le résultat en est un rapport de force brute (*hard power*) extraordinairement déséquilibré depuis trente ans. Jamais dans l'histoire la puissance militaire n'avait été à ce point inégale. Pour le meilleur ou pour le pire, c'est la prépondérance de l'Amérique qui façonne ce que nous appelons « l'ordre international ». Et compte tenu de la liberté avec laquelle cette puissance a été utilisée, parler de *Pax Americana* paraît inapproprié. Toute une génération de soldats américains s'est habituée à livrer des guerres dans des conditions totalement asymétriques. C'est ce que signifie, pour eux, l'ordre américain. Et loin de l'abandonner ou de l'affaiblir, l'administration Trump redouble d'efforts pour consolider et renforcer cette asymétrie.

Comment les États-Unis peuvent-ils se permettre cette armée ? se demandent les Européens. N'est-ce qu'un exemple de plus de la constitution déséquilibrée de l'Amérique ? N'y a-t-il pas un risque de grever les ressources ? Telle était certainement l'inquiétude à la fin des années 1980, et elle a resurgi durant l'ère Bush avec les peurs attisées par les critiques de la guerre en Irak et les faucons partisans de la rigueur budgétaire (*budget hawks*) au sein du Parti démocrate. Elle ne joue guère de rôle dans le débat actuel sur la puissance américaine, et pour une bonne

raison. Le fait est que, pour des sociétés au niveau d'abondance qui est aujourd'hui celui de l'Occident, ce niveau de dépenses militaires n'est pas scandaleusement disproportionné. L'objectif de l'OTAN, qui fait râler les Européens, est de 2 % du PIB ; les dépenses américaines tournent autour de 3 % à 4 % du PIB. Et n'y voir qu'un coût, c'est raisonner en termes caméralistes. Le budget du Pentagone est pour l'essentiel dépensé aux États-Unis ou chez des alliés proches. Les centaines de milliards alimentent les entreprises et les communautés sous forme de profits, de salaires et de recettes fiscales. Qui plus est, le Pentagone est responsable de la politique industrielle la plus tournée vers l'avenir en Amérique. La Recherche-Développement (R & D) en matière de défense a été l'une des accoucheuses de la Silicon Valley, la plus grande source de légitimation du capitalisme moderne américain.

Si le Congrès le choisit, les dépenses de défense pourraient être aisément financées par l'impôt. C'est ce qu'ont tenté de faire les administrations Clinton et Obama. Les Républicains procèdent autrement. Trois des quatre dernières administrations républicaines – Reagan, George W. Bush et aujourd'hui Trump – ont associé d'énormes baisses d'impôts pour les plus riches à une très forte augmentation des dépenses de défense. Pourquoi ? Parce qu'elles le peuvent. « Reagan a démontré que les déficits ne comptent pas », a déclaré Dick Cheney, à la grande horreur des *Beltway centrists* [des centristes vivant dans le périmètre du Beltway, autour de Washington]. Si les bons du Trésor américain seront un passif pour les futurs contribuables américains, ils constituent aussi de loin le vivier d'actifs sûrs le plus important pour les investisseurs mondiaux. Les investisseurs étrangers détiennent pour 6,2 billions de dollars de dette publique

américaine, soit 39 % de la dette aux mains d'autres investisseurs que les agences gouvernementales américaines. À l'avenir, les contribuables américains devront longtemps effectuer des remboursements massifs. Mais ils le feront dans une monnaie que les États-Unis eux-mêmes impriment. Les étrangers sont ravis de prêter en dollars parce que le dollar est la principale monnaie de réserve mondiale.

L'hégémonie du lien dollar-Trésor dans la finance mondiale demeure incontestée. Le rôle du dollar n'a pas seulement survécu à la crise de 2008 : il en est sorti renforcé. Alors que les banques à travers le monde réclamaient des liquidités en dollars, la Réserve fédérale s'est transformée en prêteur mondial en dernier ressort. Lors de la campagne électorale de 2016, Trump s'est engagé dans une extraordinaire vendetta contre Janet Yellen, la présidente de la Fed. Entré en fonction, il a fait montre de plus de retenue et on peut dire que la nomination de Jerome Powell pour lui succéder a été sa concession la plus importante à l'opinion politique dominante. Il va sans dire que Trump n'est pas du genre à respecter l'«indépendance» de la Fed. Quand elle s'est mise à resserrer les taux d'intérêt en 2018, il s'est cabré. (Sachant une chose ou deux sur les dettes, il préfère que les coûts d'emprunt soient faibles.) Sa brutalité a scandalisé l'opinion policée. Mais loin de miner le statut de devise mondiale du dollar, ses interventions ont été douces aux oreilles des emprunteurs aux abois sur des marchés émergents. De même en va-t-il de l'énorme relance budgétaire que les Républicains ont engagée avec leurs réductions d'impôts : malgré les grondements de guerre commerciale, elle a maintenu la demande d'importations – élément crucial du *leadership* mondial des États-Unis – à des niveaux record.

L'ordre économique mondial que supervise

l'Amérique n'a pas été construit à la faveur d'une discipline systématique de la part de Washington. La discipline, c'est bon pour les situations de crise à la périphérie, et sa mise en œuvre est l'affaire d'institutions comme le FMI et la Banque mondiale. Toutes deux ont connu des phases de faiblesse ; dans un monde où le financement privé est bon marché et abondant, même pour certains des pays les plus pauvres du monde, la Banque mondiale peine à définir son rôle. En revanche, le FMI est en pleine forme, largement parce que l'administration Obama a poussé le G20 à ajouter un billion de dollars à son financement en 2009. Jusque-là, l'administration Trump n'a pas cherché à saboter le travail de Christine Lagarde. Lors du tout dernier renflouement de l'Argentine, les Américains se sont montrés notoirement coopératifs. Un problème clé sera la reconduction du financement d'urgence en temps de crise ; du point de vue de la gouvernance économique internationale, ce pourrait bien être le test le plus clair de l'attitude de la présidence Trump.

Les derniers mois ont apporté une illustration frappante de la structure asymétrique de l'ordre mondial américain avec l'usage du système de facturation du commerce international fondé sur le dollar pour menacer de sanctions ceux qui seraient tentés de faire des affaires avec l'Iran. L'opinion mondiale s'est indignée ; les Européens se sont emportés au point d'évoquer une nécessaire «souveraineté économique». Ce qui les contrarie, ce n'est pas l'absence d'ordre, mais l'usage qu'en fait l'Amérique. Pour beaucoup, la décision de Trump de se retirer de l'accord sur le nucléaire iranien est un signe supplémentaire du manque de fiabilité et de l'unilatéralisme américains. Mais comment s'en étonner ? L'administration Obama a dû déployer une extraordinaire finesse politique pour faire

approuver l'accord iranien à Washington. Il a toujours été plus que probable qu'une administration républicaine le répudie. C'est peut-être déplaisant, mais on ne saurait guère parler de rupture avec les normes de l'ordre mondial américain. Il s'agit d'un système hiérarchique. Si les autres sont liés, l'Amérique conserve la liberté souveraine de choisir. Et celle-ci comporte le droit de renouer avec la guerre froide qu'elle livre contre la révolution iranienne depuis 1979.

La même logique implacable vaut pour l'Accord de Paris sur le réchauffement climatique. Le retrait américain est clairement un désastre. Mais le Congrès et l'administration George W. Bush avaient agi de même avec le protocole de Kyoto au début du siècle. Il ne faut pas interpréter ces décisions comme un rejet pur et simple de l'ordre international, sans parler d'une abdication du *leadership* américain. L'administration Trump a une vision claire du *leadership* et de l'influence de l'Amérique fondés sur l'énergie. Ce système repose sur les transformations liées à la percée technologique et économique de la fracturation hydraulique, laquelle a brisé l'emprise de la Russie et des Saoudiens sur les marchés pétroliers et, pour la première fois depuis les années 1950, fait des États-Unis des exportateurs nets d'hydrocarbures. Le gaz naturel liquéfié est le combustible de l'avenir. Des terminaux se construisent à toute vitesse sur les côtes du Texas. Si la fracturation hydraulique était à l'origine une aventure douteuse, l'argent des grandes sociétés afflue désormais. Après un léger rafistolage (*patch*) commercial et le passage humiliant de Rex Tillerson au département d'État, le géant du pétrole ExxonMobil est de retour, investissant lourdement dans les immenses nouveaux gisements découverts en Amérique latine. Tout cela horrifiera quiconque est convaincu que l'avenir de l'humanité requiert

une décarbonation urgente. Là encore, cependant, si l'objectif est de saisir la réalité de l'ordre international, il est inutile de l'associer à une interprétation spécifiquement libérale de cette idée.



Si la politique républicaine n'est jamais que la politique républicaine, que la puissance militaire américaine ne décroît pas mais croît, et que le dollar demeure au cœur de l'économie mondiale, où est exactement la fracture ? Le domaine le plus clair de la rupture est le commerce et l'escalade géopolitique qui lui est associée avec la Chine. Les États-Unis se livrent à un boycott prolongé et efficace du système d'arbitrage de l'OMC. Or l'OMC est de longue date mal en point. Le cycle de négociations de Doha ayant abouti à une impasse au début des années 2000, elle a peu contribué à la libéralisation du commerce. En tout état de cause, l'idée que les accords juridiques style OMC poussent à la mondialisation est une façon de mettre la charrue avant les bœufs. Ce qui compte vraiment, c'est la technologie et l'économie brute des coûts du travail. Le conteneur et la puce sont des moteurs de la mondialisation autrement plus importants que les cycles de négociation du GATT et les discussions de l'OMC réunis. Si la mondialisation des dix dernières années semble avoir calé, cela tient moins à une régression protectionniste qu'au plateau atteint dans le développement des chaînes logistiques mondiales.

À cet égard, l'attaque agressive de l'administration Trump contre les accords commerciaux régionaux de l'Amérique est plus significative que le boycott de l'OMC. Ce sont les accords d'intégration régionale qui structurent les grands réseaux de chaînes logistiques. Le brusque

retrait des États-Unis, aux premiers jours de la présidence Trump, de l'Accord de partenariat transpacifique (TPP) et du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) a été un véritable choc. Mais il est loin d'être évident qu'une administration Hillary Clinton aurait mis la moindre énergie à appliquer ces accords. Sans doute aurait-elle changé de cap avec plus d'élégance. Mais les faire adopter par le Congrès aurait bien pu avoir un coût politique beaucoup trop élevé.

Au printemps de 2017, on s'inquiétait de voir Trump annuler brutalement et unilatéralement l'ALENA – l'occasion devait en être apparemment le centième jour de sa présidence –, mais la mobilisation concertée des intérêts économiques a paré à cette menace. Sitôt engagées les négociations avec le Mexique et le Canada, le ton a été rude. En la personne de Robert Lighthizer, chargé de le représenter pour le commerce, Trump a trouvé une brute selon son cœur. Mais là encore, si l'on considère l'histoire des négociations de l'ALENA et de l'OMC, la brutalité a toujours été de rigueur. Au bout du compte, l'ALENA a été remplacé par l'USMCA, un accord Canada-États-Unis-Mexique. En dehors de concessions mineures sur les exportations laitières vers le Canada et la protection de la propriété intellectuelle pour les produits pharmaceutiques américains, ses principales dispositions concernaient l'industrie automobile qui domine le commerce nord-américain. Pour échapper aux droits de douane, tout véhicule produit au Mexique doit être fabriqué à hauteur de 40 % par des ouvriers touchant 16 dollars l'heure, soit bien plus que le salaire minimum américain et sept fois le salaire moyen dans l'industrie au Mexique. Les trois quarts de la valeur du véhicule doivent trouver leur origine dans la zone de libre-échange, ce qui limite le recours

aux pièces détachées bon marché importées d'Asie. Cela se soldera probablement par une modification, mais pas un démantèlement complet des réseaux de production mis en place dans le cadre de l'ALENA. Si les syndicats américains n'ont pas avalisé cet accord, ils ne l'ont pas répudié non plus. Comme l'a observé l'AFL-CIO (American Federation of Labour and Congress of Industrial Organizations), tout dépendra de sa mise en œuvre.

L'industrie automobile était au cœur de la renégociation de l'ALENA et a été également l'élément critique dans les tensions frémissantes entre États-Unis et Union européenne. Mais gardons-nous des fausses équivalences : l'incompréhension et le manque de respect manifestés par la Maison Blanche envers l'UE sont sans précédent. On ne sait pas très bien si Trump et son entourage ont réellement compris que l'Amérique n'a plus d'accords commerciaux bilatéraux avec les différents États membres de l'UE. Extraordinaire a été la décision de Trump de prôner ouvertement le Brexit et d'encourager de nouveaux défis à la cohésion de l'UE. Absurde a été le recours à la section 232 du *Trade Expansion Act* pour enquêter sur les importations d'automobiles allemandes considérées comme une menace pour la sécurité nationale américaine. Ces choix marquent une rupture déconcertante avec l'expérience précédente. Cela étant, l'obsession trumpienne du nombre de limousines allemandes dans les quartiers chics de New York met en évidence un autre déséquilibre fâcheux des relations transatlantiques : la persistance d'un excédent commercial européen. Bien entendu, l'Amérique contribue à ce déséquilibre par sa politique budgétaire désinhibée : plus les Américains sont à l'aise financièrement, plus ils sont susceptibles d'acheter des véhicules allemands. Mais comme l'administration Obama l'a

fait valoir à maintes reprises, le refus obstiné de l'Europe de relancer la croissance est aussi mauvais pour l'Europe que pour l'économie mondiale. L'ampleur de l'excédent global du compte courant de la zone euro est très inhabituel au regard des normes historiques : elle rend l'Europe vulnérable, en faisant de ses producteurs les otages de la demande étrangère, tout en étant une source potentielle de chocs mondiaux.



En faisant cavalier seul, l'Europe peut bien saper l'ordre mondial, mais l'Union européenne ne défie pas directement l'autorité américaine. Le cas de la Chine est différent, et c'est là que les relations extérieures de notre époque marquent une rupture avec les décennies écoulées depuis la fin de la guerre froide. Personne, pas même les Chinois, n'avait prévu la rapidité avec laquelle l'administration Trump a déclenché l'escalade des tensions commerciales en 2018 ni que cela allait déboucher sur une contestation générale de la présence de la Chine dans le secteur de la tech mondiale. Les États-Unis ont fait pression sur leurs alliés pour qu'ils excluent Huawei, le géant chinois des télécoms, de leurs projets pour la 5 G, la prochaine génération de technologie Internet. Ici, cependant, les États-Unis – et leurs alliés – sont en mode réactif : le choc initial est venu de l'essor sans précédent de la Chine.

La seule Chine a été responsable du doublement de la capacité mondiale en acier et en aluminium dans la première décennie du XXI^e siècle. Ses immenses investissements en R & D ont fait de ce « pays du tiers monde » importateur de technologie occidentale une force mondiale de premier plan dans la 5 G. Aux yeux de ceux qui pensent comme Peter Navarro et Robert

Lighthizer, c'est la naïveté des partisans enthousiastes d'un ordre mondial conduit par les Américains qui a permis au capitalisme d'État de la Chine communiste d'investir l'OMC. Ce que les mondialistes n'ont pas compris, c'est la leçon de la place Tiananmen. La Chine s'intégrerait, mais à ses conditions. On pouvait en faire abstraction en 1989 quand l'économie chinoise ne représentait que 4% du PIB mondial : elle approche aujourd'hui des 20%. Pour les faucons américains du commerce, il ne faut se féliciter de la concurrence au sein d'un ordre international accepté que si les concurrents acceptent de se plier aux règles de l'Amérique, tant économiques que géopolitiques. Telle avait été la leçon inculquée à l'Europe après la Seconde Guerre mondiale. C'est aussi la leçon que le Japon dut apprendre à ses dépens dans les années 1980 et au début de la décennie 1990. Si la Chine refuse d'apprendre cette leçon, il faut la contenir.

L'Amérique conserve des avantages immenses. Suivant cette approche, il serait cependant dangereux de compter simplement sur elle. Il faut parfois défendre la prépondérance américaine par une « guerre de manœuvre ». La stratégie américaine naissante consiste à brandir la menace de sanctions commerciales et d'un contre-espionnage agressif dans le domaine de la tech tout en accélérant l'effort militaire de l'Amérique pour forcer Pékin à accepter non seulement la prépondérance mondiale des États-Unis, mais aussi ses conditions concernant la navigation dans la mer de Chine méridionale. En suivant ce cours, la présidence Trump peut se prévaloir d'un précédent clair : l'offensive du début des années 1980 contre l'Union soviétique, quand l'administration Reagan déploya des pressions politiques et économiques pour briser ce qui lui apparaissait dans les années 1970 comme une phase menaçante d'expansion

soviétique. Malgré les risques impliqués, cet épisode reste, aux yeux des conservateurs américains, la référence en matière de grande stratégie couronnée de succès.

Si la tentative d'appliquer cette leçon à la Chine actuelle est si choquante, c'est que les relations économiques des États-Unis avec elle sont sans commune mesure avec ce qu'elles ont jamais été avec l'Union soviétique. Si vous cherchez une composante de l'ordre mondial américain qui soit réellement mise à l'épreuve à l'époque actuelle, nul n'est besoin d'aller chercher plus loin que la chaîne logistique d'Apple en Asie de l'Est. À la différence du Coréen Samsung, le géant californien de la tech a misé à sens unique sur l'intégration manufacturière avec la Chine. La quasi-totalité de ses iPhones sont montés là-bas. Apple est un cas extrême, mais il n'est pas unique. Actuellement, GM vend plus de voitures en Chine qu'aux États-Unis. Les paysans américains ont massivement converti leurs champs pour cultiver du soja à exporter vers la Chine, pour finalement se trouver coupés de leur plus gros marché par des concurrents brésiliens. Et les entreprises américaines ne sont pas les seules prises dans l'escalade des tensions. D'importantes sociétés européennes, sud-coréennes, taïwanaises et japonaises ont énormément misé sur la Chine.

Compte tenu de ces investissements, on aurait pu s'attendre à davantage d'opposition à la stratégie chinoise de Trump de la part du monde des affaires américain. Il n'y en a guère eu jusqu'ici. Le découplage radical des économies chinoise et américaine est sans doute une perspective si horrible que les dirigeants d'entreprise préfèrent tout simplement ne pas en discuter publiquement. Peut-être font-ils profil bas dans l'espoir que la tempête finira par se calmer. À moins que les milieux d'affaires américains

ne fassent leur le diagnostic de plus en plus pessimiste des services secrets et de la communauté de défense, selon lesquels le protectionnisme persistant et le nationalisme économique de la Chine font qu'elle présente bien plus une menace qu'une chance. Même des grands « connaisseurs de la Chine » comme Steve Schwarzman et Hank Paulson ont prévenu du coup de froid.

Le durcissement des attitudes envers la Chine ne se limite pas à l'Amérique. C'est le consortium des services secrets anglo-américains connus sous le nom de « Five Eyes » qui a donné l'alarme quant au risque de voir Huawei entrer par des portes dérobées dans les réseaux de télécommunications les plus sensibles de l'Occident. Le Canada et l'Australie sont très inquiets de la pénétration chinoise. Le nouveau pessimisme envers une mondialisation sinocentrique n'est pas l'apanage des faucons en matière de sécurité ; nombreux sont ceux qui le partagent parmi les économistes et politologues traditionnels au sein de l'Université américaine, dans les *think tanks* ou dans les rangs des journalistes et commentateurs des affaires chinoises. La version libérale de l'ordre mondial américain est profondément influencée par les linéaments de la théorie de la modernisation, dont la doctrine du piège du revenu intermédiaire résume la version actualisée. Très peu de grands pays ont réussi à croître au-delà du niveau de revenu actuel de la Chine. Ceux qui ont réussi se sont dotés de toute la panoplie des institutions libérales et de l'État de droit. Suivant cette lecture, la Chine est dans une position précaire. Le tournant autoritaire de Xi est un pas décisif dans la mauvaise direction. En outre, on invoque souvent d'autres signes de la faiblesse chinoise : les tensions ethniques et le vieillissement de la population qui est un effet à long terme de la politique de

l'enfant unique. Bien au-delà de l'Administration, d'aucuns sont convaincus que le vent peut se retourner contre Pékin et que le moment est venu pour l'Occident de durcir le front.

Cela marquerait bel et bien une rupture avec le récit de la mondialisation qui a cours depuis les années 1990, mais ce n'en serait guère une dans l'ordre mondial sous domination américaine. Imaginer l'ordre mondial américain sous la forme d'un ordre pleinement mondial est, somme toute, une évolution relativement récente. Après 1945, l'ordre de l'après-guerre, généralement perçu comme le *nec plus ultra* de l'hégémonie américaine, s'édifia sur les divisions durcies de la guerre froide. Pour ce qui est de la Chine, le problème n'est pas tant l'intention de l'Amérique de prendre la tête que de savoir si d'autres sont prêts à suivre. Construire l'ordre de la guerre froide en Europe et en Asie de l'Est était relativement facile. L'Union soviétique de Staline recourait beaucoup au bâton et fort peu à la carotte. Il n'en va pas de même dans la Chine moderne. Son économie est le cœur battant d'un gigantesque complexe industriel est-asiatique. En cas d'escalade avec la Chine, surtout en Asie de l'Est, nous pourrions assister non pas tant à la fin de l'ordre américain qu'à une inversion de ses termes. Où les États-Unis recouraient précédemment aux incitations de la manière douce (*soft power*) pour compenser la menace de la puissance militaire soviétique, étayée par la manière dure (*hard power*) en dernier ressort, les États-Unis, dans la phase suivante, pourraient bien devoir assurer la sécurité militaire contre les séductions de la machine de croissance chinoise.

C'est toutefois prématuré. Pour l'heure, après deux ans de présidence Trump, parler de

la fin de l'ordre mondial américain relève d'une grossière exagération. Les deux piliers – militaire et financier – de sa puissance mondiale restent solidement en place. Ce qui est mort, c'est la prétention de la démocratie américaine à offrir un modèle politique. C'est assurément une fracture historique. Trump clôt le chapitre ouvert par Woodrow Wilson dans la Première Guerre mondiale avec son idée que la démocratie américaine exprimait les sentiments les plus profonds de l'humanité libérale. Cent ans plus tard, Trump a personnifié pour toujours la débauche, le cynisme et la bêtise crasse qui dominent une bonne partie de la vie politique américaine. Nous assistons aujourd'hui à une disjonction radicale entre la continuité des structures élémentaires du pouvoir et leur légitimation politique.

Si le président de l'Amérique sur sa voiturette de golf est un emblème ridiculement approprié de l'époque, le danger est qu'il ne suggère un scénario trop pastoral : celui d'une puissance américaine qui se retire tout doucement sur une pelouse impeccable. Telle n'est pas notre réalité. Il faut plutôt imaginer le Président et sa voiturette zigzaguer sur le pont d'envol de deux hectares d'un porte-avions nucléaire de classe Ford à 13 milliards de dollars engagé dans un « déploiement de force dynamique » en direction de la mer de Chine méridionale. Cela rend mieux le regain surréel de la politique de grande puissance qui plane sur le temps présent. Reste à voir si cela débouchera sur une vaine et violente action d'arrière-garde ou sur un nouveau chapitre de l'ère de la puissance mondiale américaine.

Adam Tooze.

Traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat.

Célia Belin, Paul Zajac

La nouvelle gauche américaine

L'échec surprise de Hillary Clinton face à Donald Trump en 2016 a enclenché de profondes mutations au sein du Parti démocrate. La défaite a ouvert la voie à une remise en question des positions établies, portée par une aile gauche qui s'était structurée à travers la campagne conduite par Bernie Sanders, le challenger de Hillary Clinton lors des primaires démocrates. Passé le choc de l'élection, le combat des progressistes américains contre le nouveau Président a remobilisé la base électorale démocrate, en ordre de bataille pour aborder 2020.

Signe des recompositions en cours, vingt-sept personnes se sont lancées en 2019 dans la course à la nomination du Parti démocrate en vue de l'élection présidentielle de 2020. Les primaires démocrates auront lieu de février à juin 2020, pour une intronisation officielle du candidat à la Convention nationale démocrate de juillet. Les candidats ont des parcours divers (vice-Président, sénateurs, gouverneurs, maires, etc.) et des identités variées (hommes, femmes,

minorités ethniques, religieuses, etc.). Jamais la compétition à l'investiture d'un grand parti pour l'élection présidentielle n'avait connu autant de candidats depuis l'invention des primaires modernes en 1972, le précédent record datant de 2015, lorsque dix-sept candidats étaient entrés en lice pour la nomination républicaine. Le champ des candidatures va se rétrécir au fil des mois à mesure que la compétition s'intensifiera, mais couvre toujours un large éventail d'options politiques.

La multiplication des candidatures est le symptôme des débats qui traversent le camp démocrate. La signification de la défaite de 2016 continue de faire l'objet d'interprétations divergentes, avec une question simple : de quoi Donald Trump est-il le nom ? À chaque théorie de la défaite de 2016 correspond une théorie de la victoire pour 2020. On distinguera ici quatre voies : l'*establishment* parie sur le retour à la normale ; la gauche sociale propose de transformer en profondeur le modèle socio-

Celia Belin est spécialiste des évolutions de la politique étrangère américaine à la Brookings Institution à Washington. Elle est l'auteur de *Jésus est juif en Amérique. Droite évangélique et lobbies chrétiens pro-Israël* (Fayard, 2011). Dans *Le Débat* : « Le parti de Donald Trump », avec Paul Zajac (n° 198, janvier-février 2018) et « France – États-Unis : dépasser le pragmatisme » (n° 203, janvier-février 2019).

Paul Zajac est spécialiste de la politique étrangère des États-Unis, où il réside depuis plusieurs années.

économique américain ; la gauche des minorités ambitionne de changer le visage de l'Amérique ; et, enfin, l'extrême-centre veut travailler à une réconciliation nationale.

Peu de candidats correspondent parfaitement à l'une de ces quatre voies et, comme toujours aux États-Unis, la personnalité et le charisme des candidats seront déterminants. Mais le résultat de la lutte interne entre ces différents courants idéologiques pèsera sur le choix du candidat et son combat face à Donald Trump. À l'heure où s'écrivent ces lignes, le président Trump fait face à une enquête en vue du lancement d'une procédure d'*impeachment*, qui pourrait amener à une mise en accusation par la Chambre des représentants et à un procès au Sénat en vue de sa destitution. À ce jour, il est difficile d'imaginer que la majorité républicaine au Sénat vote la destitution. Quoiqu'il adienne, nous pensons que la procédure affectera peu la conversation des primaires au sein du Parti démocrate : 2020 est avant tout une conversation interne sur l'avenir du parti et de l'Amérique au-delà de Donald Trump.

L'establishment :
le pari du retour à la normale

Pour l'*establishment* du Parti démocrate, l'élection de Donald Trump est d'abord un accident. Après tout, Hillary *aurait dû* gagner. Elle a obtenu 2,9 millions de voix de plus que Donald Trump. Ce dernier n'a pu l'emporter que grâce au collège électoral, qui lui a permis de multiplier les victoires dans les États ruraux du Sud et de l'Ouest intérieur, tandis que Clinton remportait les côtes et les zones urbaines. Avec 46,1 %

des voix (contre 48,2 % pour Clinton), Trump remportait trente États (contre vingt) représentant 306 grands électeurs (contre 232). Il eût simplement fallu que Clinton remportât la Pennsylvanie (où elle perd à 44 000 voix près) ainsi que les deux États où l'écart de voix a été le plus faible, le Michigan (à peine 10 000 voix d'écart) et le Wisconsin (23 000 voix d'écart), pour que l'issue du vote fût entièrement différente.

Aux yeux de beaucoup, la défaite de Hillary Clinton ne peut s'expliquer que par une série de circonstances accidentelles. Les incidents intervenus à la fin de la campagne auraient joué un rôle décisif pour expliquer la défaite. En septembre 2016, Wikileaks a publié les e-mails des instances dirigeantes du Parti démocrate et de proches conseillers de la campagne de Clinton, laissant croire que les résultats de la primaire avaient été truqués en défaveur de Bernie Sanders. À douze jours du scrutin, le directeur du FBI James Comey a écrit une lettre au Congrès pour annoncer la réouverture d'une enquête sur l'usage illégal d'un serveur privé par Hillary Clinton lorsqu'elle était secrétaire d'État, à la suite de l'affaire Benghazi¹.

Plus largement, certains estiment que la manipulation des électeurs, désinformés par les réseaux sociaux où ont circulé quantité de fausses informations tout au long de la campagne, a pesé sur le scrutin. Trois ans plus tard, les révélations de l'enquête du procureur spécial Robert Mueller sur l'ampleur de l'ingérence russe en soutien de Donald Trump – en dépit de l'absence de mise en cause directe du Président –

1. L'affaire Benghazi est une enquête du Congrès sur les responsabilités potentielles de membres de l'administration Obama, dont Hillary Clinton, à la suite de la mort de l'ambassadeur américain dans l'attaque terroriste du consulat de Benghazi.

Célia Belin,
Paul Zajac

Nouvelle gauche américaine

sont venues conforter de nombreux Démocrates dans l'idée que cette élection avait été volée.

Prenant du recul sur leur échec, les conseillers de la campagne de Hillary Clinton et les dirigeants du Parti démocrate reconnaissent tous avoir surestimé la fidélité des électeurs du Midwest, où le Parti démocrate, notamment grâce au réseau dense des syndicats, se croyait solidement établi, ce fameux « mur bleu » (*blue wall*) systématiquement remporté depuis la présidentielle de 1992. Confiants dans leur ancrage, les Démocrates ont manqué d'y faire campagne, abandonnant le vote ouvrier, rural et syndicalisé à Donald Trump².

De ce point de vue, si Donald Trump est un Président accidentel, il est inutile de lui conférer une importance historique, ni d'adapter le logiciel démocrate en conséquence. C'est la thèse de Hillary Clinton et de bien d'autres membres de l'*establishment*, mais aussi, d'une certaine manière, celle de l'autre héritier de Barack Obama, Joe Biden. En annonçant sa candidature aux primaires démocrates, l'ancien vice-Président qualifie la présidence Trump d'« aberration » – au sens à la fois moral et statistique du terme. Une aberration n'est jamais qu'une erreur qui mérite d'être corrigée.

En conséquence, ce que l'*establishment* démocrate propose, c'est d'abord un retour à la normale. Battre Donald Trump mettra fin à ce qu'ils voient comme une anomalie historique, une trahison de l'identité et du destin de l'Amérique. Le programme est secondaire par rapport à cet impératif et doit lui être subordonné. Dès lors que l'élection de Donald Trump n'est qu'un accident, il n'y a pas de raison de remettre en question le progressisme prudent et le réformisme incrémental qui ont été la marque de fabrique du Parti démocrate.

La stratégie électorale qui en découle est

simple. Il faut reformer la coalition historique du Parti démocrate, qui réunit un électorat ouvrier et populaire relativement conservateur, les Noirs américains et les autres minorités, hispanique notamment. L'objectif principal est bien de reprendre les États clés du Midwest, comme la Pennsylvanie ou le Michigan, où l'enjeu sera de reconquérir cette frange de l'électorat démocrate qui a voté pour Barack Obama en 2008 et 2012 avant de basculer vers Donald Trump en 2016 – ceux que l'on appelle les « *Obama-Trump voters* » et qui représenteraient jusqu'à 13 % des électeurs de Donald Trump, soit plus de huit millions de voix³. Pour les experts Bill Galston et Elaine Kamarck de la Brookings Institution, reconquérir ces circonscriptions perdues apparaît comme la stratégie la plus sûre pour 2020.

De ce point de vue, une figure populaire et expérimentée comme Joe Biden serait à même de porter un message rassurant et pondéré, faisant oublier les dérives de l'ère Trump. Au début de sa campagne, l'ancien vice-Président fait la course en tête, apprécié pour son empathie et associé à la popularité intacte de Barack Obama dans l'électorat démocrate. Dans sa vidéo de lancement, Biden a dramatisé les enjeux moraux : « Tout ce qui fait de l'Amérique l'Amérique est en jeu. » Puisqu'il s'agit de rendre à la nation américaine son « âme », « les détails ne comptent pas » (*details are irrelevant*), comme il l'a affirmé à la radio publique NPR en septembre 2019. Biden ne propose pas de mesures révolutionnaires et son programme sera celui du parti.

2. 29 % des Américains vivant en milieu rural ont voté pour Clinton, 8 points de moins qu'Obama en 2012. Clinton a également perdu 10 points par rapport à Obama au sein des familles syndiquées, traditionnellement démocrates.

3. Étude *American National Election Study*, université de Michigan, avril 2017.



Le Débat Numéro 208 – janvier-février 2020
Pierre Nora

Cette édition électronique du livre
Le Débat Numéro 208 – janvier-février 2020 de Pierre Nora
a été réalisée le 8 janvier 2020
par les Éditions Gallimard
Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage
(ISBN : 9782072886409 - Numéro d'édition : 363643)
Code Sodis : U31524 - ISBN : 9782072886447.
Numéro d'édition : 363647